

Références

- Le Breton, David
2007 Pour une anthropologie des sens. VST – Vie sociale et traitements 4(96):45–53.
- Pourchez, Laurence
2011 Savoirs des femmes: médecine traditionnelle et nature. Maurice, Réunion, Rodrigues. Savoirs locaux et autochtones 1. Paris: UNESCO.
- Stroeken, Koen
2008 Sensory Shifts and “Synaesthetics” in Sukuma Healing. Ethnos 73(4):466–484.

Verstraeten, Alice, Disparition et témoignage. Réinventer la résistance dans l'Argentine des « Mères de la Place de Mai », Québec : Presses de l'Université Laval, 2013, 158 pages.

Recenseuse : Joannie Jean
Université d'Ottawa

Aux prises, à divers degrés, avec la violence d'État, les pays de l'Amérique latine ont connu, depuis les années soixante, de constantes luttes mémorielles, poussant à la fois les habitants de la région et les universitaires à s'interroger sur le sens à donner aux passés dictatoriaux en période de sortie de régimes autoritaires. L'ouvrage d'Alice Verstraeten sort toutefois de cette question mémorielle alors qu'elle appréhende de manière originale le cas particulier des mères de « disparus » en Argentine. En effet, dans *Disparition et témoignage. Réinventer la résistance dans l'Argentine des Mères de la Place de Mai*, l'auteure se concentre sur la résistance des actrices qu'elle étudie aux politiques mémorielles officielles. En soulignant le caractère particulier du travail de revendication effectué par ce regroupement de femmes, Verstraeten met en lumière l'alternative adoptée par ces dernières faces aux inatteignables buts que sont la « vérité complète », la « mémoire intégrale » et la « justice totale ». Dans le cadre de cette recension, nous aborderons l'ouvrage de Verstraeten à partir de trois thématiques qui sont traitées transversalement dans celui-ci : la résistance au silence et à la disparition, la résistance au pardon et à la réconciliation, et finalement la dénonciation théâtralisée de l'impunité dans l'espace public.

La problématique de la « disparition forcée » a été traitée par plusieurs auteurs. Tous s'entendent pour dire que celle-ci doit être comprise comme une expérience limite où le disparu est à la fois présent et absent, vivant et mort¹. Alors que les corps de proches sont retirés de la société civile, leurs familles leur attribuent une nouvelle identité : celle de « disparus ». En effet, tel que le souligne Verstraeten à la suite d'Agosin (1993), en étant confrontés au phénomène de la disparition forcée, les proches de disparus mettent de l'avant une nouvelle forme de subjectivité politique afin de non seulement expliquer l'absence soudaine d'individus, mais également de dénoncer le silence et le déni maintenu par les administrations à leur sujet. Le témoignage devient donc une forme de résistance, une rupture avec le silence imposé par les militaires pendant la dictature. Le fait de parler devient ici une stratégie de dénonciation,

tout en rendant visible la disparition dans l'espace public. Le témoin apparaît ainsi être selon Verstraeten à la croisée de deux chemins. Effectivement, ce dernier doit choisir entre deux types de violence : soit celle du silence, qui perpétue la violence des bourreaux, ou celle de la dénonciation, qui évoque par le fait même la violence perpétrée par ces derniers. Pour les participants de la recherche de l'auteure, « dire » équivaut à résister à la disparition en redonnant une existence aux « disparus ». De plus, plusieurs décennies après les événements, « dire » c'est aussi transmettre la lutte contre l'impunité et au même moment lutter pour la vérité et contre l'oubli.

En sortie de régime, les formes de résistance ont évolué afin de s'adapter à la transition vers la démocratie. Or si cette transition s'est opérée, elle n'est pas synonyme de la réapparition « en vie » des « disparus ». À la suite de l'annulation des lois d'amnistie en 1983 de même que la traduction en justice de grandes figures de la dictature, le gouvernement argentin a adopté diverses mesures pour pardonner les bourreaux. Ces mesures, soutient Verstraeten, traduiraient une volonté d'évitement des conflits afin de préserver entre autres l'unité nationale. Cette politique du pardon, qu'elle qualifie de « volontariste », est accompagnée de la définition d'une « vérité historique », d'une « histoire officielle », soit une version du passé où il n'y a pas de place pour la dissension. La résistance des familles de « disparus » viendrait alors de leur capacité à « rester debout » et « entiers » dans leur lutte contre l'impunité en s'organisant collectivement afin de s'opposer aux lois d'amnistie et aux peines « ridicules » données à des criminels. En résistant activement à la politique gouvernementale du pardon dans l'espace public, ces groupes créent une « forme de désordre conscient du social » (113) en faisant réapparaître leur vérité et les conflits qui la sous-tendent.

Pour les « Mères de la Place de Mai », il apparaît rapidement dans l'analyse de Verstraeten qu'il leur fallait trouver un moyen de dénoncer la pratique des disparitions forcées. Elles commencèrent tout d'abord par se réunir deux par deux pour marcher ensemble autour de la Place de Mai. Hautement ritualisée, cette marche, avec la photo de leur « disparu » épinglée sur elles-mêmes et un foulard blanc sur leur tête représentant l'enfantement, leur permet de revendiquer les noms et l'identité de leurs « disparus », les rendant de la sorte présents dans l'espace. Cette présence est alors synonyme de vie pour les acteurs interrogés par Verstraeten. De plus, le fait qu'elles marchent sans cesse de façon circulaire démontre bien métaphoriquement comment leur travail de recherche est sans fin, comment l'impunité est perpétuée dans la société argentine, et ce tout en faisant écho à la non-finitude de leur résistance.

Pour terminer, le livre d'Alice Verstraeten offre une perspective intéressante sur la façon dont les proches de « disparus » ont résisté et résistent encore aujourd'hui aux politiques mémorielles officielles. Si nous pouvons parfois avoir l'impression que les sujets abordés par l'auteure débordent son cadre d'analyse, par exemple lorsqu'elle discute du cas des survivants et les implications psychologiques de leur survie, cet ouvrage constitue un examen pertinent des « Mères de la Place de Mai ». Il montre bien l'évolution de leur résistance, de la dictature à la période post-transitionnelle, et ce bien que le cadre temporel du cas étudié ne soit pas toujours explicite tout au long du livre.

Note

- 1 Par exemple Agosín (1993), Ballesteros (2007), Taylor (1997) et Jean (2013) pour ne nommer que ces derniers.

Références

- Agosín, Marjorie
1993 *Surviving beyond Fear. Women, Children and Human Rights in Latin America*, Fredonia. Buffalo: White Pine Press.
- Ballesteros, Elias Padilla
2007 *Historia y Memoria de la Violacion de Derechos Humanos. Chile 1973-1990*. ACTAS del 6° Congreso Chileno de Antropología, tomo II, Valdivia, 13-17 novembre 2007.
- Jean, Joannie
2013 *Mémoires et figures des disparus chiliens en période post-transitionnelle*. Thèse de maîtrise, Département de sociologie et d'anthropologie, Université d'Ottawa.
- Taylor, Dian
1997 *Disappearing Acts. Spectacles of Gender and Nationalism in Argentina's 'Dirty War'*. Durham: Duke University Press.

Vatz Laaroussi, Michèle, Estelle Bernier et Lucille Guilbert, *Les collectivités locales au cœur de l'intégration des immigrants. Questions identitaires et stratégies régionales*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2013, 235 pages

*Recenseuse : Marie-Michèle Sauvageau
Université d'Ottawa*

Les éditrices de l'ouvrage *Les collectivités locales au cœur de l'intégration des immigrants*, Michèle Vatz Laaroussi, Estelle Bernier et Lucille Guilbert, tentent de déconstruire le mythe de la « tour d'ivoire » universitaire en proposant un ouvrage collectif dont l'un des objectifs principaux est justement d'ouvrir le dialogue entre les chercheurs et les acteurs politiques et communautaires autour d'un sujet qui sied bien à ce genre de démarche : la question de la régionalisation de l'immigration dans le Québec contemporain.

L'ouvrage, divisé en deux parties, aborde d'abord la question des processus mis en jeu par les acteurs immigrants qui s'installent ou vivent dans ce qu'on appelle au Québec « la région ». Ainsi, dans le premier chapitre, on se préoccupe des rapports entre les familles immigrantes et les écoles de la société d'accueil, en se penchant notamment sur les trajectoires des jeunes immigrants. Le deuxième chapitre traite de la question des transitions de vie. On s'intéresse ici plus particulièrement à l'étude du croisement entre trois types de parcours, soit le parcours de formation et d'emploi ; le parcours de mobilité et le parcours de maternité.

La deuxième partie s'intéresse quant à elle aux collectivités locales et aux processus qu'elles mettent en œuvre pour développer leur « capital d'attraction et de rétention des immigrants » (p. 5). Ce capital dynamique et en continu développement se décline en trois grandes dimensions, soit le capital d'employa-

bilité, les structures de gouvernance et l'ouverture de la collectivité à l'immigration et la diversité. Quatre chapitres viennent ici aborder ces thématiques, soit un chapitre sur le capital socio-économique et d'employabilité de certaines régions ; un chapitre sur le capital sociopolitique à travers l'étude de la gouvernance et des réseaux d'acteurs ; un chapitre sur le capital culturel et linguistique à travers l'étude du rôle des communautés anglophones des régions dans l'intégration des immigrants ; et un chapitre sur le capital d'ouverture des régions à la diversité et à l'immigration. Le chapitre final, plus théorique, tente d'arrimer ces différents types de capital des communautés régionales aux trajectoires des immigrants.

L'originalité de ce travail collectif réside en outre dans la présentation générale des textes. Ainsi, on trouve dans chaque chapitre un ou deux textes d'analyse scientifique autour de l'un des grands thèmes traités dans l'ouvrage, suivi d'un commentaire rédigé par un intervenant « du milieu » qui complète, discute ou prolonge (et malheureusement, critique très peu) les propos et l'analyse à la lumière de sa connaissance du terrain.

Une telle démarche donne ainsi l'occasion d'aborder ou de préciser des éléments de l'analyse qui peuvent parfois sembler incomplets. Ainsi, dans le premier chapitre de l'ouvrage portant sur les trajectoires de jeunes immigrants dans les écoles en région, le texte de Sylvie Guyon, de la Table de concertation des organismes au service des personnes immigrantes et réfugiées, nuance de façon tout à fait juste et lucide l'analyse déjà fine de Marilyn Steinback et Sylvain Lussier. Après avoir effectué une étude longitudinale de deux ans avec des adolescents allophones de la région de Sherbrooke, Steinback et Lussier concluent que si la majorité des répondants ont exprimé un désir de se faire des amis québécois, plusieurs ont fait part de difficultés personnelles (la timidité), mais aussi de barrières institutionnelles (les classes d'accueil fermées par exemple) et de situations vécues de discrimination qui les empêcheraient de véritablement établir des interactions sociales avec des jeunes membres de la société d'accueil.

Les constats un peu pessimistes de Steinback et Lussier doivent toutefois être analysés à l'aune de la période de vie qu'ils ont choisi d'analyser en s'intéressant aux jeunes immigrants : l'adolescence. C'est ici que la perspective de Guyon s'avère tout particulièrement utile, alors qu'elle rappelle que les adolescents, de toutes origines et vivant dans toutes les régions, sont généralement plus touchés par le choc culturel et éprouvent souvent plus de difficultés que leurs aînés à nouer des relations amicales avec des pairs, qui sont déjà insérés dans des réseaux établis. Guyon mentionne aussi les difficultés associées à la construction identitaire typique de cette période de la vie.

En fait, à la lecture du texte de Guyon, on se rend compte de l'importance de lier la trajectoire migratoire (ou le parcours de mobilité) non seulement à l'espace, c'est-à-dire au type de milieu (urbain, régional, rural) dans lequel celle-ci se déroule, mais aussi au temps, c'est-à-dire en fonction des différentes périodes de la vie où le parcours de mobilité se déploie. Ainsi, la migration ne sera pas vécue de la même manière à des âges différents ou à des périodes différentes de la vie. C'est à cette dernière question que le texte de Guilbert *et al.* tente tout particulièrement de nous faire réfléchir, en replaçant la migration au cœur des transitions qui surviennent dans les différentes trajectoires de la vie (familiale et professionnelle essentiellement).